

# Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9<sup>e</sup>). — Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2<sup>e</sup>). — Téléph. : CENTRAL 80-62

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

## Cobourg-Orléans

### Ferdinand se venge

Le frère de notre collaborateur Savadjian persécuté à Sofia

Il y a un mois, le Bonnet Rouge publiait, sous la signature d'un journaliste bulgare, M. Léon Savadjian, un article concernant les relations entre la Roumanie et la Bulgarie. Les révélations que notre collaborateur fit sur les intentions malveillantes des gouvernants bulgares à l'égard de leur voisin du Nord, soulevèrent une profonde émotion dans l'opinion publique roumaine. Une vive discussion s'engagea entre les agents du Kaiser et la presse indépendante russo-philie. C'est l'organe de l'éminent homme d'Etat roumain, M. Take Jonesco, qui reproduisit le premier — in extenso — l'article de Savadjian, qui devint, dès le lendemain, l'objet de nombreux commentaires dans toute la presse de Bucarest.

Lorsque la polémique soulevée en Roumanie fut connue à Sofia, le gouvernement bulgare, fort embarrassé par les accusations que notre collaborateur portait contre lui, chargea le directeur de la Presse, Herbst, Autrichien d'origine, de la réponse. Et deux jours plus tard, dans plusieurs journaux à la solde de l'Allemagne, et notamment dans l'officieux *Kambana*, parurent des articles intitulés : « Un traître ». C'est notre collaborateur Léon Savadjian qui était qualifié de traître, parce qu'il avait osé dire la vérité, parce qu'il avait voulu épargner au peuple bulgare les horreurs de 1913, parce qu'il avait incité la Roumanie à marcher contre les empires centraux pour abréger la guerre et pour sauver quelque chose du pays bulgare, poussé à l'abîme par des gouvernants aveuglés et par un roi perdu de folle ambition et privé de scrupules.

Mais le comble de l'infamie fut atteint, lorsque le gouvernement bulgare avisa les frères de notre collaborateur qu'ils seraient tenus pour responsables des écrits de Léon Savadjian. Voilà bien la méthode boche pour étouffer la voix qui s'élève de dehors contre les usurpateurs et contre les brigands : aucune jurisprudence n'a jamais fait punir un homme pour les « délits » de son frère... M. Léon Savadjian qui habite actuellement Genève, nous écrit pour nous annoncer que, malgré ces persécutions, il ne cessera pas la lutte contre le Roi Ferdinand et contre le gouvernement de M. Radoslawoff, qu'il a heureusement commencée dans les colonnes du *Bonnet Rouge*.

## Le Blocus Anglais

Londres, 28 janvier. — (De notre correspondant particulier). — La presse réactionnaire anglaise, le chef d'orchestre est Lord Northcliffe, chante. Sir Edward Grey, dans son discours aux Chambres a surabondamment prouvé que les chiffres fournis par le *Daily Mail*, *Times* et autres journaux affiliés, étaient grossièrement exagérés et que ramenés à la stricte vérité ils ne dépassent pas le chiffre moyen ordinaire des exportations antérieures à la guerre. Résumé : Beaucoup de bruit pour rien.

## Le Rêve de Joffre

Fut un beau dimanche ensoléillé de l'été dernier, le curé de Livignon, petite commune de Saône-et-Loire dépendant du canton de Charolles, monta en chaire et tint à ses paroissiens ce langage. Je m'empresse de dire que je n'ai pas sous les yeux le texte même du sermon, personne ne l'ayant sténographié. Je ne puis donc qu'en reproduire le sens d'après le récit qui m'a été fait par une personne digne de foi, qui a eu le grand bonheur d'entendre la bonne parole tomber des lèvres du prédicateur.

Laissez-moi, mes très chers frères, vous rapporter cette très authentique anecdote qui ne manquera pas de vous édifier et qui vous encouragera dans la pratique de l'adoration du Sacré-Coeur de Jésus. « Il y a quelques jours à peine, après une dure journée de labeur passée sur le front, au milieu de fracas des obus et des bombes qui faisaient cortège à son automobile, le généralissime Joffre entra dans le modeste petit logis où il travaillait, prend ses repas et un peu de sommeil, quand il le peut. « Malgré l'heure tardive, malgré la fatigue, le général Joffre voulait étudier encore. Il donna les ordres les plus sévères pour que personne ne vint le déranger. Les officiers d'état-major transmettent donc à la sentinelle la consigne rigoureuse. « Joffre décrocha un monceau de dépêches, reçut des communications téléphoniques, donna, par la même voie, ses ordres et ses instructions, puis il étala sur sa ta-

ble un plan immense, et sous la lueur vacillante d'une lampe fumeuse, se mit au travail.

Mais les forces humaines ont des limites. La fatigue l'emporta sur la volonté et Joffre s'endormit.

« Soudain, il lui sembla s'éveiller au bruit d'un léger frolement d'étoffes.

### LA NONNE ET LE GENERAL

« Une religieuse, debout en face de lui, dans l'attitude respectueuse d'une personne qui sait à qui elle va s'adresser, égrenait, dans ses fines mains blanches, un rosaire aux grains d'ébène. — Que voulez-vous, ma sœur ? demanda Joffre non sans manifester un mouvement d'impatience. — Vous m'excuserez certainement mon général, quand je vous aurai dit qui m'en-voie auprès de vous. En venant vous troubler dans vos occupations, je ne fais qu'obéir à saint Michel ! — Saint Michel ? — Oui, mon général, saint Michel qui transparaît de son glaive flamboyant le Dragon terrassé, saint Michel qui, par son humble intermédiaire, vient vous offrir son aide pour triompher de l'Hydre moderne, pour vaincre Guillaume. — Parlez ! — Voici les ordres que m'a donnés saint Michel.

### L'ORDRE DE SAINT-MICHEL

Vous irez immédiatement trouver le généralissime des armées françaises et vous lui direz ceci de ma part. — Donnez un ordre mon général pour que, sur tous les drapeaux de vos armées, soit épinglé l'insigne du Sacré-Coeur. Ceci fait, marchez droit à l'ennemi et chaque pas que vous ferez sera un pas vers la victoire rapide, écrasante et définitive. « A ce moment retentit la sonnerie du téléphone. Joffre se retourna vers l'appareil, lui adressa un salut militaire et dit : — C'était une fausse alerte. Quant il revint à sa place la religieuse avait disparu. Il frappa sur un timbre. Un officier d'état-major se précipita. — Rappelez la religieuse qui sort d'ici. — La religieuse ?... Mais personne n'est entré, mon général. — Voyons. Je n'ai pas rêvé, pourtant. A l'instant même, une religieuse, une de celles dont le couvent est ici à côté, était là, debout devant ma table ! — Impossible, mon général. J'étais avec la sentinelle devant votre porte. Votre consigne a été exécutée. Personne n'est entré, personne n'a donc pu sortir. — Joffre se prit la tête dans les mains et réfléchit longuement, puis il se leva et se mit à marcher vers le couvent de religieuses situé à une centaine de mètres. Reçu aussitôt par la supérieure. — Combien avez-vous de sœurs, ma mère ? — Dix, mon général. — Toutes, mon général. — Je pourrais les voir ? — A l'instant même, mon général.

### C'EST ELLE !

Après tant d'autres, cette fois encore le généralissime passa une revue. Mais il ne reconnut pas le visage qu'il avait pourtant gravé dans sa mémoire. — Vous n'avez pas d'autres religieuses ? — Non, mon général ; tout récemment j'avais onze sœurs, mais sœur Sainte-Marie du Carmel est allée rejoindre au ciel sa patronne. — Et du reste, la supérieure montrait une grande photographie encadrée de crépe représentant une religieuse étendue sur sa couche mortuaire. — La voilà ! C'est elle ! s'exclama le général. — Vous connaissez ma sœur ? — Joffre évita de répondre. Il salua et sortit.

Le même jour, il adressait par sans-fil au Président de la République, au ministre de la guerre et au président du conseil, un long rapport relatant la miraculeuse apparition et suppliant qu'autorisation lui fut donnée de décorer tous les étendards des insignes du Sacré-Coeur. Peut-être aurait-il été écouté, tant étaient troubles nos dirigeants, mais Satan veillait. La France-Macquerie intervint et, pour la première fois, le généralissime se heurta à un refus formel. — Telles sont les paroles que prononça le curé de Livignon, aujourd'hui mobilisé et embusqué à l'arrière, dans une formation sanitaire en qualité de brancardier. — Et après cela, il y aura encore des gens assez naïfs pour s'étonner que la guerre dure encore !... lorsqu'il suffisait d'un geste, d'un tout petit geste, pour que, depuis longtemps, nos armées victorieuses eussent été à Berlin, imposant leurs conditions de paix.

Charles BOURC.

### La personne qui a signalé au Bonnet Rouge l'incident du lycée L..., est priée de se faire connaître, ou de fournir des précisions à M. Georges Claret, au Bonnet Rouge, 142, rue Montmartre.

### Le Général Sarrail et l'opinion allemande

Un correspondant spécial du *Daily Mail* dans les Balkans, qui a pu voir le Kaiser à Belgrade et même dîner avec lui, rapporte d'intéressantes impressions de son contact avec le Seigneur de la guerre et ses suivants. — Parlant du commandant en chef des armées alliées à Salonique, il a remarqué que « les Allemands avaient un grand respect pour le général Sarrail depuis qu'ils ont échoué dans leur tentative de prendre Verdun. »

C'est là un hommage qui ne s'adresse pas seulement à Sarrail, mais à tout le haut commandement des armées de la République dont il est l'un des plus brillants représentants.

## Notre Front

### Pera-t-on la trouée ?

Quoi qu'en dise Repington, on peut la faire... et la réussir

Chez nous autres, en Champagne, on attend les événements ! Nos raisons sont pécunies de simplicité. Les lignes d'en face ne tiennent plus guère et nous passerons au travers quand nous voudrons. On nous fait attendre le moment d'ouvrir la brèche ? Tant mieux, pendant ce temps, l'arrière travaille et nos dépôts de munitions s'empressent à vue d'œil. Ce que nous pouvions entreprendre avec succès il y a un mois, nous sera encore plus aisé dans un mois ou deux. Nous attendons tout de l'artillerie. Aussi est-ce avec joie que nous voyons les batteries et les dépôts d'obus se multiplier. Lorsque l'orchestre reprendra la chanson du mois de septembre, nous assisterons à une danse sans précédent. — Ainsi nous parla, hier soir, un permissionnaire du front. Il me conta quantité d'autres choses des plus réconfortantes que je ne saurais rappeler ici, toute vérité, par les temps qui courent, n'étant pas bonne à dire. — Ce que je puis affirmer, c'est que « l'abais » — en déplaçant au colonel Repington — on se prépare à autre chose qu'une prolongation de la guerre d'usage !

La trouée impossible ? Mais il n'y a, en vérité, que le colonel Repington pour émettre et partager à la fois cette opinion. — Nous entendons quelques fois, après l'échec d'une de nos attaques, des paroles de découragement dans la bouche de ceux qui n'ont pas réussi le coup : « Ces cochons-là sont forts, on ne les aura jamais ! »

Mais, oui mais ! lorsque, quelques jours plus tard, les déclarations des prisonniers ont fait leur petit bonhomme de chemin, lorsqu'on apprend que l'attaque a manqué de bien peu, lorsqu'on voit les précautions prises pour faire mieux la prochaine fois. Nos grognards nous disent ou nous écrivent : « Eh ! Eh ! pas si forts qu'ils en ont l'air, ces cochons-là. Ils ont eu rudement de la veine la dernière fois, une heure de plus et c'était la reconduite. Décidément, à la prochaine sortie, nous les aurons, ces cochons-là ! »

Vous voudrais, quant à moi, savoir qui, dans sa correspondance « de poilus », n'a pas de multiples témoignages de ces oscillations de la psychologie du front. — R. LEGOINTRE-PATIN.

### COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES  
En Arlots, au cours de la nuit, nous avons fait jouer un camouflet à l'Est de Neuville-Saint-Vaast. Deux tentatives d'attaques allemandes, à l'Ouest de la route d'Arras à Lens, ont été repoussées. Entre l'Oise et l'Aisne, notre artillerie a fait sauter un dépôt de munitions près de Puisseulain. Rien à signaler sur le reste du front en dehors de quelques tirs sur des travailleurs ennemis à l'Ouest du Bois Le Prétre et dans la région du Ban de Supt.

### Le Front russe

Les Allemands aux prises avec l'eau et la boue  
Pétrograd, 28 janvier. — Une dépêche de Minsk annonce que le dégel est subitement survenu dans la région du canal d'Ognesski. Les rivières Shara et Yasselda ont débordé, emportant les tranchées et fortifications construites par les Allemands. Toutes les voies ferrées ont été transformées en véritables élagues. L'ennemi travaille fiévreusement à réparer les dégâts.

### Dans les Balkans

A propos de l'intervention roumaine  
(D'après le correspondant particulier du *Daily Mail*)  
La Roumanie est nettement pour les Alliés, et surtout franco-philie. L'armée roumaine, qui déteste l'Autriche et la Hongrie particulièrement, ne demande qu'à combattre. J'ai été présenté, pendant les quatre journées de mon séjour, à nombre d'officiers roumains, tous très mécontents de la lenteur avec laquelle les puissances de l'Entente conduisent la guerre, mais cependant contents dans la victoire. Ils m'assurent que rien au monde ne les délecterait à faire cause commune avec l'Allemagne. — Il est vraiment dommage que le gouvernement anglais n'ait pas essayé de faire connaître en Roumanie les hauts faits de l'armée et de la flotte anglaises. Les Allemands au contraire ont acheté des journaux roumains qui mènent une propagande effrénée. — D'autre part, les Roumains jugent en connaissance de cause le caractère pressé et je suis

convaincu qu'ils préféreraient se faire tuer jusqu'au dernier homme plutôt que de tomber sous la botte allemande.

« Is a Salonique ?  
Londres, 28 janvier. — Le *Daily Chronicle* reçoit de Salonique : « Je suis informé de source autorisée que les Allemands auraient décidé de poursuivre les campagnes d'Albanie et de Mésopotamie, plutôt que les opérations contre Salonique et l'Égypte. »

Les troupes grecs tirent sur avion bulgare  
Athènes, 27 janvier. — On mande de Salonique qu'un avion militaire bulgare qui survolait hier les fortifications établies près de la tranchée, dans la région de Drama a été accueilli par une si violente fusillade de la part des troupes grecques qu'il a dû rebrousser chemin et s'enfuir précipitamment. L'incertitude de sa direction laisse supposer que l'appareil avait été atteint par des projectiles. — (Agence des Balkans).

### L'Incident de Lausanne

Lausanne, 28 janvier. — L'émotion produite en Suisse par la manifestation à laquelle vient de participer le conseil allemand de Lausanne, est loin encore d'être calmée. L'opinion publique, déjà outrée par les agissements des deux colonels germanophiles, est d'autant plus surexcitée, quelle considère l'acte du représentant du Kaiser comme une véritable provocation. — On sait maintenant que les autorités suisses, avisées par le consul de son intention d'arborer le drapeau allemand, lui avaient demandé de renoncer à son projet et que celui-ci avait refusé de se conformer à ce désir. — Trois des arrestations opérées pendant la bagarre ont été maintenues. Au moment où l'ordre fut donné de replacer le drapeau enlevé, on fit appel aux pompiers, qui refusèrent d'assurer la protection du consul, en déclarant que leurs fonctions consistent uniquement à éteindre les incendies et non à assurer la police de la rue. — (L'Information.)

### Les "Auxi"

Premiers résultats  
Enfin ça y est : on annonce des réformes. La résolution, présentée par 150 députés et demandant, selon la formule de M. Charles Humbert, que soient ménagés nos réserves d'hommes, n'a pas tardé à porter ses fruits. — On assure que le général Gallieni va saisir le Parlement d'un projet de loi qui mettra fin à la comédie des visites. — Les « auxi » en passeront, encore une fois, pour ne pas rompre trop vite avec leurs habitudes, mais ce sera la dernière. — Le projet du ministre de la guerre prévoit, en outre, une révision des auxiliaires au point de vue de leur affectation. Cette révision sera faite dans le but de rapprocher les auxiliaires de leur résidence, afin qu'ils puissent, aux heures de liberté, s'occuper de leurs affaires et collaborer, paysans, commerçants, industriels et ouvriers, à la reprise de la vie économique du pays. — Espérons que ces heures de liberté ne leur seront plus ridiculement marchandées.

### Le libéralisme de la "Liberté"

La Liberté aime la liberté, toutes les libertés, y compris celle de la presse. Mais elle les aime pour elle, et pour ses amis. Elle les refuse à ses adversaires. C'est assez l'habitude des libéraux. — Aussi M. Georges Berthoulat voudrait voir la Censure lui permettre de raconter des horreurs imaginaires sur les membres républicains du gouvernement de défense nationale. Mais il invite cette même Censure à sévir contre le *Bonnet Rouge*. — Il voudrait qu'un compromis l'établisse. Et il dit : — Ce compromis souffrirait fatalement d'une part d'arbitraire. Mais il sera national, imposé et ennobli par le grandeur du but si l'homme d'Etat responsable de la Censure veut toujours M. Briand — auquel on ne peut souhaiter, mais il faut le lui souhaiter ardemment, qu'une énergie égale à son talent, — et si des censeurs bien choisis, qui connaissent et interprètent comme il faut le statut établi en commun, ne saisissent pas des journaux pour des publications inoffensives et ne donnent point l'exemple aux gaz les plus asphyxiants comme, par exemple, la reproduction des articles du *Père Duchêne* ou des félicitations à la minorité anglaise contre la conscription. — Ce qui veut dire : les libéraux acceptent la Censure qui laissera circuler les factums de la Réaction et qui saisira les écrits républicains. — Georges CLAIRET.

### Sous notre Bonnet

Jean Florence est mort au champ d'honneur. C'était un jeune écrivain de grand avenir. Il s'était voué surtout à la critique des idées et à la critique littéraire. Ses articles de la *Phalange*, de la *Démocratie Sociale*, etc., contenaient plus que de belles promesses. Ils respirent d'intelligence lumineuse et sympathique. Jean Florence était, des gens de lettres qui tournent autour de la trentaine, le plus instruit et le plus averti. Il est mort en Brum. Mais comme il s'appelait Jean Blum, c'est tout juste si la presse signale sa mort glorieuse, et M. Maurice Barrès n'a pas jeté la plus petite fleur sur son tombeau.

## La Cocaïne

### La loi Martin est votée

Une belle victoire du "Bonnet Rouge" et du bon sens

C'est avec une légitime satisfaction que nous enregistrons le vote par le Sénat de la loi contre les poisons. Depuis dix mois, le *Bonnet Rouge* dénonce, sans trêve, sans relâche, aux pouvoirs publics le nouveau péril qui menace la nation ; péril aussi dangereux que la tuberculose et aussi répandu que l'alcoolisme : le péril de la toxicomanie. Quand on songe qu'il a été démontré à la tribune du Sénat par MM. Louis Martin, De Lahaye, Cazeneuve et Catalogue que la cocaïne et la morphine sont devenues un véritable fléau pour la France. Quand on songe que ces quatre sénateurs ont établi, à la tribune du Luxembourg, à l'aide de documents publiés par notre collaborateur Léo Poldès que ces stupéfiants dont la consommation était devenue intense dans notre pays depuis la guerre, provenaient d'Allemagne.

On a le droit de trouver que le scandale a trop duré.

Aussi est-ce avec soulagement que le pays approuva le vote de la loi Louis Martin.

Cette loi, notre excellent collaborateur Louis Martin, la défendit en termes excellents.

Nous voudrions citer tout le discours du sénateur du Var. On pourra du moins en apprécier la partie essentielle : — Mais je tiendrais avant tout à rendre hommage à cette collaboration complète, sur cette question, de la presse avec le Parlement en exprimant le désir qu'elle s'exerce, d'une manière aussi féconde, sur une foule d'autres problèmes qui s'imposent également à nous ; je crois qu'il y aurait grand profit pour tous.

C'est la presse, en effet, qui nous a saisis de cette question si urgente et ce sont les campagnes pressantes, répétées, de *Malin*, du *Bonnet Rouge* et de l'un de ses jeunes collaborateurs pleins de talent et d'ardeur, M. Léo Poldès.

M. Louis Martin cite ensuite les nombreux journaux qui se sont associés à notre campagne. Il reprend :

« Les méfaits de la cocaïne, de la morphine et de tous ces stupéfiants — je me sers du terme usité par la loi — sont incalculables. Chaque jour des scandales nouveaux se manifestent. Hier encore toute la presse était saisie de la mort mystérieuse d'une jeune fille, je dirais volontiers d'une enfant — elle était d'âge tendre — qui, selon toute apparence, semblait avoir succombé à une injection de morphine. — D'autre part, permettez-moi de faire passer sous vos yeux quelques lignes d'un article paru dans le *Paris-Journal* :

« Il y a quelque chose d'inquiétant et de mystérieux dans le développement imprévu de la toxicomanie depuis le début des hostilités ; jamais on n'a assisté à de pareils scandales, à tant de suicides ou de cas de folie provoqués par les stupéfiants. Si l'on veut se donner la peine de raisonner, il sera facile de découvrir ici comme ailleurs la main de l'Allemagne. »

Vous savez, en effet, messieurs, que c'est d'Allemagne que nous vient la cocaïne et que c'est une propagande germanique faite autour de ce stupéfiant qui l'a mis en vogue. Vous n'ignorez pas que — heureusement dans une proportion minime, mais encore trop grande, hélas ! — il y a des consommateurs de stupéfiants non seulement dans la vie civile, mais encore dans la tranchée ; il y en a partout et vraiment l'insuffisance de la loi apparaît aux yeux de tous.

Il y a quelques jours, un des journalistes qui mènent le plus brillant campagne contre la cocaïne, dans certains établissements de Montmartre quelques-uns des membres de la Chambre des députés, entre autres le distingué président de la Commission d'hygiène, M. Doiry (ces messieurs peuvent constater, sans le moindre effort, avec quelle impunité, avec quel cynisme, s'établait la vente de la cocaïne. Pendant qu'ils étaient affablés dans un café, on vint leur offrir, ne se doutant pas de leur personnalité, toutes les quantités de cocaïne qui leur plairaient d'avoir.

Je ne voudrais pas, messieurs, abuser de votre bienveillance ; je le répète, il y a là un péril qui, à l'heure présente, n'a pas tout le développement qu'il aurait pu prendre, mais qui est de grave, qui sollicite vos préoccupations et qui, si vous n'intervenez énergiquement, deviendrait très vite un péril national. Messieurs, la presse a fait son devoir ; je suis certain que le Parlement n'hésitera pas à faire le sien tout entier (Vifs applaudissements.)

À la suite de ce beau discours, on entendit MM. Dominique Delahaye, le docteur Cazeneuve, Catalogue et Milliers-La-

croix, démontrer, à leur tour, la gravité et l'étendue du péril, l'urgence de la loi. La loi fut votée à mains levées. Nous en publierons le texte.

Et maintenant, c'est la Chambre des députés qui doit compléter, sans tarder, l'œuvre de salubrité si vigoureuse entreprise par le Sénat.

A partir du 1<sup>er</sup> février Le Bonnet Rouge sera à la disposition de tous les locataires pour assurer d'une façon complète la défense de leurs intérêts.

Il sera répondu par la voie du journal à toutes les demandes de renseignements et cela gratuitement.

Une permanence sera établie les lundis, mardis, mercredis et samedis, de 10 heures et demie à midi, au Bonnet Rouge, 14, rue Drouot. Adresser la correspondance au Service de défense des locataires au Bonnet Rouge, 14, rue Drouot Paris.

## La Capitale

Quelle est la capitale de la France ? Un enfant de six ans vous répondra que c'est Paris. — Sublime simplicité ! — Il parait que, le progrès et la guerre aidant, ce n'est plus tout à fait cela. — Quoi ! Paris n'est plus la capitale ? — Mais si ; mais si... Seulement... — Seulement, quoi ? — Seulement, il y a la Censure... Celle de M. Deschamps s'exerce, hier, au Palais-Bourbon, aux dépens de M. Brisson. Cela nous vaut des blancs diversifiés dans les journaux du matin. Mais quoi diable, au-dessus de ces blancs, a-t-on laissé ce titre suggestif : « L'Incident Brisson-Gallieni » ?

Voyez l'Officiel : personne n'a mis en cause le ministre de la guerre. — Si Anastasie y met de la perversité, maintenant, nous voilà bien ! — Notre curiosité, piquée au vif, sera peut-être satisfaite un jour. M. Brisson annonce qu'il parlera quand même ; il interpellera. — En attendant, à la Chambre, on continue à sursurer, dans les coins, cette interrogation mystérieuse : — Quelle est la capitale de la France ? C'est peut-être un nouveau jeu.

## Charvet est acquitté

Infirmité la décision des juges de première instance, la Cour d'appel de Grenoble a prononcé hier l'acquiescement du curé de Montaleau. La cour a jugé que la loi du 5 août 1914 ne pouvait être appliquée au cas du curé. Dans ses considérants la cour déclare qu'elle fait abstraction du point de vue théologique, celui-ci ne pouvant être discuté par la justice. — Puis, s'attachant aux propos tenus par le curé Charvet au sujet de la victoire de la Marne, la cour, tout en maintenant que « Charvet a été quelque peu inconséquent dans ses propos », tenant compte que l'abbé Charvet, d'une part, déclare que ses paroles ont été dites comprises par son auditoire et qu'à l'époque où elles ont été prononcées, ces paroles n'auraient pu tomber sous le coup de la loi qui punit les indignités et profiter à l'ennemi, prononce l'acquiescement par et simple.

## Des Commissaires aux Armées

Le groupe socialiste unifié s'est de nouveau occupé hier de la proposition de nomination par la Chambre de commissaires aux armées, dont il a pris l'initiative. La question ayant soulevé des objections d'ordre constitutionnel, le groupe a décidé de saisir la délégation des groupes gauchers, que préside M. Jules Siegfried. — La délégation se réunira lundi après-midi. Si la proposition des socialistes est écartée, le groupe reprendra sa liberté d'action et examinera les moyens de la faire aboutir.

## L'Action Française en correctionnelle

Léon Daudet diffame chaque jour quelqu'un. Parmi les gens qu'il calomnie, les uns se moquent du bonhomme et se taisent. D'autres ripostent et poursuivent leur diffamateur. Celui-ci, dans ce cas, se dérobe généralement, comme un vrai bandit, il file dans le maquis, le vrai maquis qui lui soit ouvert : le maquis de la procédure. — Les lecteurs du *Bonnet Rouge* n'ont vu oublié que c'est ainsi que se comporta Daudet quand il fut poursuivi par M. Zouckermann. Odiusement alomnié par l'aventurier neo-royaliste, M. Zouckermann l'invita à s'expliquer en correctionnelle. Mais Léon Daudet invoqua la prescription. — Daudet se dérobera-t-il de même devant la nouvelle invitation qui lui vient de recevoir ? — Un industriel, M. Richard Heller, souvenant attaqué par Léon Daudet a jugé diffamatoire un article de ce genre, paru le 5 janvier. Il assigne Daudet et lui réclame cinquante mille francs de dommages et intérêts. — L'affaire viendra le 6 mars devant le tribunal correctionnel de Cahors, ville où habite M. Richard Heller.

